

Edito de Daniel Panetto : "Les marchands n'en peuvent plus !"

lun 25/05/2020 - 18:26



Extrêmes urgences

Les marchands n'en peuvent plus ! La situation demeure intenable, alors que nous allons rentrer dans la troisième semaine de troubles. Depuis le 15 mai et la décision de la liquidation des SAD et Soprocom, ce week-end et comme tous les jours, des centaines de confrères ont continué de m'envoyer des messages et de m'appeler moi ou bien sûr les élus et/ou les permanents de Culture Presse, pour nous faire état de leur terrible situation.

Depuis le début de la crise de la distribution, j'ai alerté tour à tour l'Arcep, les pouvoirs publics au travers du Ministère de la Culture, les messageries dans une [lettre ouverte](#) à leurs présidents respectifs. Mes messages ont été reçus, je le sais. Et pourtant, cela n'a pas suffi à calmer ou à rassurer mes confrères, et il y a de quoi, tant nombre d'entre eux sont maintenant arrivés au point de non-retour.

Où en sommes-nous ? Un plan de secours a été mis en place après la liquidation des dépôts Presstalis. Clairement incomplet, totalement insatisfaisant notamment parce qu'il exclut les dépôts de Marseille et Lyon, qui figurent dans le top 3 des plus grandes villes de France. C'est évidemment inadmissible. Malgré son imperfection, ce plan de secours avait le mérite d'exister et d'assurer un service minimum sur ces territoires en attendant la mise en place de solutions pérennes.

Or, celui-ci est tout simplement saboté par les actions syndicales : retrait des coiffes, détournement de marchandises... je n'en ferai pas ici l'inventaire. Dans certaines zones, la régie MLP n'a pas encore pris du service, certains marchands ne reçoivent même pas les titres MLP.

Résultat, dans les régions les plus touchées, la presse n'arrive tout simplement plus. Les conséquences sont catastrophiques pour nos commerces. Il me semble que l'objectif commun de la filière est de sauver la presse au numéro ; mais sans marchands en bout de chaîne, celle-ci n'aura plus de raison d'être. Tous les acteurs de la filière doivent collectivement retrouver le bon sens, celui de la priorité que constitue leur réseau de marchands !

Après toutes les actions que nous avons déjà conduites, et toutes les revendications que nous avons portées, j'ai bien peur que les réponses n'arrivent trop tard. Devant l'urgence, je mobilise une cellule de crise via le bureau national de Culture Presse dès mercredi. En attendant, j'en appelle à nouveau à l'Arcep et au Ministère de s'exprimer sur la question. La continuité de la distribution, je le répète, doit absolument être assurée. Outre l'enjeu économique des 22 000 très petites entreprises et des familles qu'elles font vivre, il s'agit là ni plus ni moins que de la garantie d'un service public et de la liberté de la presse, le véhicule de la culture et de la démocratie en proximité dans notre pays.

Daniel Panetto, édito la Quotidienne du 25 mai